



PR*é*



POUR UNE RÉPUBLIQUE *é*COLOGIQUE

NEWSLETTER n°1

Vendredi 17 décembre 2010

Sommaire

P2 à 3	International - Sommet de Cancun : l'ONU sauve les meubles, mais pas encore la Planète
P4 à 5	Le billet d'humeur - Neige, courage Fillon !
P6 à 7	Revue de presse
P7	Agenda prévisionnel
P8	Bulletin d'adhésion

Sommet de Cancun : l'ONU sauve les meubles, mais pas encore la Planète

Le sommet s'ouvrait sans grand espoir mais se termine un peu mieux que prévu. L'accord signé entre les 200 pays participants ne sauvera pas la Planète mais tout au moins le processus de discussion internationale. Dans les grandes lignes, le texte de Cancun confirme l'objectif de limiter le réchauffement climatique planétaire à +2°C, seuil au-delà duquel nous serions face à un emballement climatique et où les plus sombres prévisions paraîtraient même optimistes. En revanche, il n'impose aucune contrainte et surtout pas celle de quotas d'émissions de CO₂, qui auraient sans doute fait fuir la Chine ou les USA du sommet.

Ni progrès, ni recul.

La modeste victoire de ce texte ne saute pas aux yeux mais se lit en fait entre les lignes. Rappelons-nous que nous revenons de loin : le sommet onusien de l'an dernier à Copenhague avait marqué une véritable régression, les climato-sceptiques ayant réussi à remettre en cause le phénomène même de réchauffement climatique. Tous ceux qui voulaient sauver la planète se retrouvaient tout à coup du côté des imposteurs et des menteurs. Comment parvenir à un accord sur de telles bases? Cancun a au moins mis tout le monde d'accord et -ce par écrit- sur l'urgence climatique, et il sera désormais difficile de revenir en arrière. L'autre article positif de

l'accord mexicain est de maintenir à l'ordre du jour un sujet sensible : l'aide au pays pauvres à se développer plus vertueusement que nous ne l'avons fait. Le texte jette les bases d'un Fond Climatique Vert - déjà annoncé à Copenhague- qui fournirait 100 milliards de dollars par an pour aider les pays pauvres à réduire les émissions de CO₂ et s'adapter au réchauffement climatique.

Le sommet de Cancun n'aura pas été celui d'engagements ni d'actions concrètes, mais il n'aura pas non plus sonné le glas des discussions internationales sur le sort de la planète comme la plupart le craignaient depuis l'échec de Copenhague. Les négociations se poursuivront l'année prochaine à Durban, en Afrique du Sud, où la prolongation des accords du protocole de Kyoto, contraignant sur les émissions de CO₂ et arrivant à échéance en 2012, ne pourra être écartée cette fois.

Le temps du choix.

Une chose est sûre: nous avons déjà pris +1°C depuis l'ère post-industrielle dont nous ne voyons que les premiers signes aujourd'hui. D'ici 50 ans, les vraies conséquences vont se révéler et avoir un impact de plus en plus fort sur nos ressources et nos

modes de vie. C'est un virage inévitable qu'il faut négocier et des issues positives sont encore possibles. L'ONU en 2005 a demandé à plus de 1300 scientifiques et experts sur le globe et de tous horizons de plancher sur les scénarios possibles pour notre planète en 2050(1). Ils en ont identifié quatre : du pire au meilleur en fonction des données actuelles et des choix politiques et économiques que les états feront. Le pire scénario est le plus simple : si rien ne change, les états devront renforcer leur sécurité pour protéger leurs ressources de plus en plus rares et convoitées ce qui creusera d'autant les inégalités entre pays et au sein même des nations. Dans ce cas, deux tiers de l'humanité vivrait sous le seuil de pauvreté et 70% des ressources de la planète seraient détruites ou inutilisables. A l'inverse, les scénarios les plus optimistes sont ceux où l'environnement et le maintien des ressources orientent les décisions politiques et économiques. Ceux-là permettront de limiter le réchauffement climatique, de relancer une économie plus vertueuse et de réduire les inégalités. Fin 2005, lorsque cette étude est parue, leurs directeurs avertissaient que la survenue d'une crise économique mondiale ne jouerait pas en faveur des

meilleurs scénarios. Ils ne pensaient sans doute pas qu'elle surviendrait si tôt. Nous sommes aujourd'hui encore à la croisée des chemins, mais le temps presse. Les nations vont devoir faire un choix, ce qui a été totalement écarté des sommets de Copenhague puis de Cancun.

L'histoire des sociétés humaines (2) tend à nous montrer qu'un dommage écologique est rarement responsable seul du déclin ou de la disparition d'une société. L'issue dépend de la façon dont ces dites sociétés y répondent. L'histoire se répète et gageons qu'à Durban ou ailleurs dans un futur proche vienne le temps des décisions qui nous permettrons de ne pas dépasser les +2°C.

(1) Millennium Ecosystem Assessment (MEA), 2005b. Scenarios, Washington D.C., Island Press.
<http://www.maweb.org/documents/document.332.aspx.pdf>

(2) Telle que décrite dans « Effondrement, Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie » de Jared Diamond, aux Ed. Gallimard.

Neige, courage Fillon !

Le Billet d'humeur

L'épisode neigeux du mercredi 8 décembre nous a donné à voir une intéressante démonstration d'irresponsabilité politique du Premier Ministre. En effet, dans un commentaire émis depuis Moscou, François FILLON a accusé Météo France, entité administrative publique, de ne pas avoir délivré des prévisions correctes et d'être, par là même, responsable des embouteillages monstres dans la Région Ile-de-France et de la nuit de galère vécue par de nombreux franciliens. La rediffusion des bulletins météo de la veille prouve à quel point cette dénonciation est infondée, injuste et pour tout dire : irresponsable.

Il y a dans cette attitude du Premier Ministre, un comportement typique des mœurs politiques du Pouvoir sous Nicolas SARKOZY : désigner un coupable ! En effet, à chaque dysfonctionnement de notre société un bouc émissaire doit être désigné à la vindicte populaire ; pour chaque difficulté objectivement ressentie par une partie de la population, quelqu'un doit payer. Ce type de dénonciation, au-delà de son caractère puéril (« c'est pas moi, c'est lui ») a pour but de créer un écran de fumée masquant les vraies questions soulevées par cet événement et empêchant toute analyse systémique ou critique.

Pourtant, lorsque l'on y regarde de plus près et que l'on analyse les causes de cette pagaille, que trouve-t-on ? La dégradation des services publics, dénoncée à juste titre par les syndicats de fonctionnaires, liée à la Révision Générale des Politiques Publiques et à ses corollaires que sont le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partants en retraite et le sous équipement des services de l'Etat, a certainement contribué à la défaillance des autorités face aux intempéries. Mais elle n'explique pas tout.

Le 8 décembre, en quelques heures, des camions devenus incontrôlables ont bloqué de grands axes autoroutiers (autoroutes A4, A10 et N118) interdisant tout trafic, y compris celui des engins de sablage et de déneigement, incapables d'effectuer leur mission. Dans l'esprit du «c'est pas moi, c'est lui » François FILLON aurait pu également accuser les chauffeurs routiers de n'avoir pas su maîtriser leurs 30 tonnes sous la neige.

Les chauffeurs n'y sont pas pour grand-chose et il serait injuste de les blâmer. Non, le vrai problème est celui du nombre incroyable de poids-lourds qui sillonnent les routes européennes, été comme hiver. De la Scandinavie à la péninsule ibérique ; des côtes atlantiques aux rivages de la Mer Noire, tous les

grands axes sont empruntés par de véritables « trains de camions ». Il suffit d'emprunter les axes de circulation de notre continent pour s'en rendre compte. François FILLON, pourtant passionné d'automobile, n'a probablement pas eu l'occasion de le faire depuis longtemps.

La présence de ces camions qui traversent l'Europe en nombre incalculable est le résultat d'une politique, ou plutôt d'une absence de politique. La Commission de Bruxelles conduit une politique basée sur la libre circulation (la pertinence de cette option étant grandement contestable ; mais ce n'est pas notre propos ici) sans se préoccuper des infrastructures nécessaires, ni des conséquences humaines, sociales et environnementales de ce choix.

Depuis près de vingt ans et les premiers pas du marché unique, qui a instauré la libre circulation des hommes, des capitaux et des marchandises au sein des Etats membres de l'Union, il n'y a eut aucune politique d'infrastructures digne de ce nom, aucune mesure d'accompagnement autre que la sacro sainte

liberté de prestation en matière de transport. Et c'est là le comble de l'irresponsabilité sociale, sociétale et surtout environnementale. En effet, comment ne pas considérer que la responsabilité et l'honneur des pouvoirs publics, qu'ils soient nationaux ou européens réside dans la mise en œuvre de mesures accompagnant leurs décisions pour éviter que les citoyens et l'environnement n'en payent les effets induits.

Le tout camion est-il la seule option ? Pourquoi ne consacre-t-on pas plus de moyens au ferroutage et au transport fluvial ? Une fois de plus on a adopté une vision à courte vue, privilégié les rendements financiers immédiats et sacrifié l'intérêt général. Il y aurait pourtant là une véritable occasion, parmi d'autres, de relance d'une construction européenne désespérément en panne, dans un sens politiquement responsable, écologiquement viable et utile aux citoyens. Seulement, cela nécessiterait peut-être plus de courage et de volonté politique que la simple désignation de coupables de circonstance.

Revue de Presse

➤ **Philippe Meirieu élu président du parlement d'Europe Ecologie-Les Verts**

Philippe Meirieu, vice-président Europe Ecologie-Les Verts du Conseil régional de Rhône-Alpes, a été élu samedi 11 décembre président du Conseil fédéral (parlement) d'EELV à la quasi-unanimité, après le refus de l'eurodéputé Jean-Paul Besset d'occuper ce poste.

Discours d'investiture intéressant, dans lequel Meirieu traite du fonctionnement du parti, de l'identité écologiste et des enjeux du rassemblement EELV : [Lire le discours](#)

➤ **INTERVIEW : Jean-Paul Besset répond aux questions des internautes du Monde/ 13.12.10** *Sur les motifs de sa démission, les différences entre les verts et Europe écologie, le programme politique de EELV, PS, Nicolas Hulot*

« Le PS se rend compte que rien ne sera possible sans les écologistes » ; « L'orientation principale d'EELV est d'engager un programme de transition pour la transformation écologique et sociale de la société, c'est-à-dire engager, secteur par secteur, des mutations pour vivre autrement, consommer autrement, produire autrement, s'alimenter autrement, se déplacer autrement, se soigner autrement, se chauffer autrement, etc. » [Lire l'interview](#)

➤ **Au-delà du débat sur les emplois verts**

Le Grenelle de l'environnement créera-t-il des emplois ? La focalisation du débat sur les « emplois verts » est compréhensible, mais ne doit pas faire oublier qu'une société sobre est surtout une société du partage du temps de travail. [Lire l'article](#)

➤ **Moscou relance un projet d'autoroute controversé**

Le gouvernement russe a décidé mardi 14 décembre de reprendre la construction controversée d'un tronçon d'autoroute à travers une forêt près de Moscou.

Suite à cette désastreuse décision, près d'un millier d'hectares de biodiversité unique seront détruits, et la précieuse ceinture verte de Moscou sera de nouveau fortement réduite.

Durant les six derniers mois, la forêt de Khimki est devenue le théâtre de nombreuses violences, parmi lesquelles des agressions contre des écologistes et des journalistes.

Agenda prévisionnel

➤ **Pour une République Ecologique**

- **12 janvier 2011** : Diner débat

Invité : *Jean-Vincent Placé*, vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France

Thème : l'éco-citoyen et la laïcité

- **mi-février 2011** : Diner débat

Invité : *Pascal Canfin* (sous réserve)

Thème : l'économie verte

Retrouvez toutes les informations concernant l'association du Pré sur notre site internet www.republique-ecologique.fr



Bulletin d'adhésion au PRÉ

Je soussigné(e)

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

E-mail :

déclare adhérer à l'association le PRÉ et avoir pris connaissance de sa charte et de ses statuts.

Fait à Paris

le :

Signature :